



Projet de loi renforçant les droits, l'information et la protection des consommateurs

Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat chargé des PME a présenté le 1^{er} juin 2011 en Conseil des ministres un projet de loi visant à renforcer la protection des consommateurs dans les principaux secteurs de la vie courante.

Le texte, élaboré à partir de l'analyse des 92 000 réclamations reçues par la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) en 2010 et de consultations auprès des associations des consommateurs et des opérateurs économiques, comprend 25 mesures concernant notamment les télécommunications, l'immobilier, l'énergie, la santé et la dépendance, le commerce électronique, la distribution alimentaire, les clauses abusives ainsi que le renforcement des moyens d'action de la DGCCRF.

Le projet de loi devrait être examiné, début juillet, par la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale pour une adoption définitive par le Parlement avant la fin de l'année.

Le document est disponible sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/projets/pl3508.asp>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Bilan de la mise en œuvre des décisions du Conseil interministériel de l'Outre-mer

Lors du débat à l'Assemblée nationale le 18 mai 2011 sur le CIOM, Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'Outre-mer, a présenté le bilan de la mise en œuvre des 137 mesures arrêtées par le CIOM du 6 novembre 2009.

Ces décisions sont réparties en 8 thèmes correspondant aux ateliers menés dans le cadre des Etats généraux de l'outre-mer avec des mesures spécifiques à chaque territoire. Au total, 85 % de ces mesures sont réalisés ou en cours de mise en œuvre.

Sur les 71 mesures transversales retenues, 31 sont réalisées, 35 sont en cours d'exécution et 5 sont dites « en panne ».

Le bilan est disponible sur : <http://www.outre-mer.gouv.fr/?bilan-de-la-mise-en-oeuvre-des-decisions-du-ciom.html>

Accès au crédit des EIRL

Le 31 mai 2011, Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat chargé des PME et François Pérol, président de la Fédération bancaire française (FBF), ont signé une charte pour faciliter l'accès au crédit des EIRL (Entreprise Individuelle à Responsabilité Limitée).

Cette signature fait suite à la réunion de travail avec la Banque de France, la FBF, les représentants des principaux réseaux bancaires, OSEO, ainsi que les chambres consulaires, pour faire le point sur la mise en place opérationnelle du nouveau régime de l'EIRL ainsi que les conditions d'accès au crédit de ces nouvelles formes d'entreprises individuelles.

La charte pour l'accès au crédit des EIRL ainsi que le Mini-guide Pro n° 12, publié par la FBF, sont disponibles sur : www.fbf.fr

Dossier législatif

Guyane et Martinique Le Sénat a adopté le 12 mai 2011 les deux textes relatifs à la création d'une collectivité unique en Guyane et en Martinique : le projet de loi organique « Collectivités régies par l'article 73 de la Constitution » et le projet de loi « Guyane-Martinique ».

Les textes sont disponibles sur : <http://www.senat.fr/themes/dossiers-legislatifs-outre-mer-recents.html>

Publications

1 – Tourisme et environnement outre-mer

Le rapport d'information n° 547 du sénateur Michel Magras réalisé au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire sur « Le tourisme en Guadeloupe et en Martinique » est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr>

2 - Observatoire du financement des entreprises

Le premier rapport de l'observatoire du financement des entreprises est disponible en téléchargement sur : <http://www.mediateurducredit.fr/site/Espace-presse/Espace-presse>

3 - Médiateur auprès de la FBF

Le compte-rendu d'activité du médiateur auprès de la FBF est disponible à l'adresse suivante :

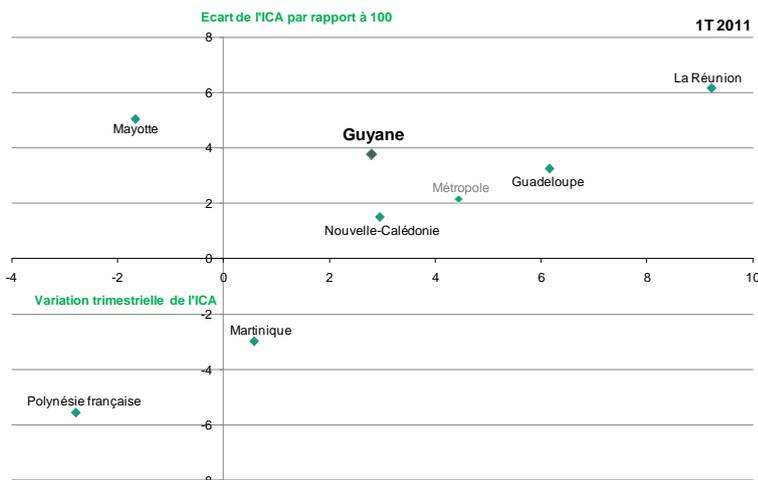
[http://www.fbf.fr/web/Internet2010/Content.nsf/DocumentsByIDWeb/8GJHTQ/\\$File/Rapport%202010%20Mediateur%20FBF.pdf](http://www.fbf.fr/web/Internet2010/Content.nsf/DocumentsByIDWeb/8GJHTQ/$File/Rapport%202010%20Mediateur%20FBF.pdf)

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Amélioration du climat des affaires ultramarin

Au 1^{er} trimestre 2011, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre en Guyane pour le 3^{ème} trimestre consécutif une progression (+ 2,8 points), il dépasse légèrement sa moyenne de longue période restant toutefois en deçà du niveau atteint début 2008. Les soldes d'opinions relatifs à l'activité et aux prix futurs expliquent l'amélioration constatée.

Plus globalement, l'indicateur de climat des affaires est en amélioration dans la majorité des DOM-COM, et en métropole, à l'exception de la Polynésie française (-3 points) et de Mayotte (- 0,5 point). Le climat des affaires est désormais jugé favorable par les chefs d'entreprises (ICA supérieur à 100), sauf en Polynésie française (94) et dans une moindre mesure à la Martinique (97). Le niveau atteint par l'ICA reste néanmoins généralement en-deçà du niveau atteint avant la crise économique et financière, hormis à la Réunion.



Sources : Enquêtes de conjoncture de l'IEDOM, IEOM, Banque de France

Une conjoncture bancaire et financière changeante

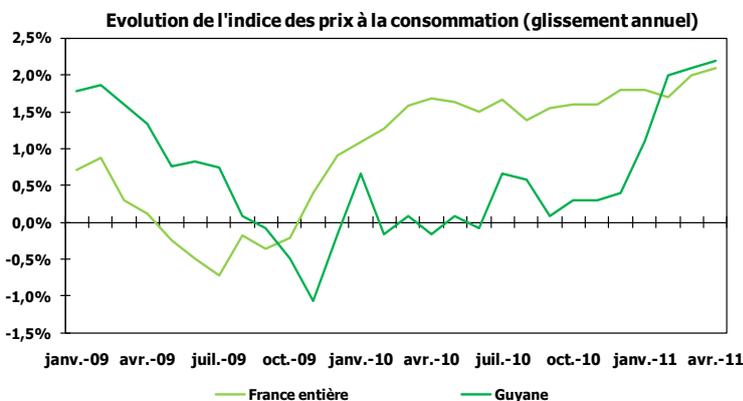
Les résultats de l'enquête de conjoncture trimestrielle menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit de la place mettent en avant une conjoncture bancaire et financière marquée par un sentiment d'essoufflement général de leur activité au 1^{er} trimestre 2011, après une bonne fin d'année 2010, et par une concurrence de plus en plus présente de la métropole et des banques des Antilles. Davantage prononcé sur le marché des crédits que sur la collecte de dépôts, ce ralentissement ne devrait toutefois pas se poursuivre comme en témoigne l'optimisme général des dirigeants pour l'activité du 2nd trimestre 2011. Malgré la détérioration du coût du risque et des charges d'exploitation, les indicateurs de rentabilité devraient s'améliorer au deuxième trimestre, portés par une forte progression du PNB.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

En avril 2011, l'indice des prix à la consommation reste stable sur le mois. La hausse du poste énergie (+ 2,4 %) est compensée par la baisse des prix de l'alimentation (- 1,0 %). Sur un an, l'inflation s'inscrit en légère hausse (+ 2,2 % contre + 2,1 % en mars 2011). La progression des prix de l'énergie s'intensifie (+ 16,7 %, expliquée par les nombreuses réévaluations des prix administrés des carburants sur les derniers mois). Les prix des produits manufacturés restent sur leur tendance baissière (- 0,9 %), alors que les prix des services progressent de 2,1 %.

Le rythme de progression en glissement annuel a rattrapé depuis février 2011 celui de la France entière (+ 2,1 %). En revanche, l'inflation guyanaise reste en-deçà des taux atteints dans les autres DOM : + 3,7 % à la Guadeloupe sur un an, + 3,1 % à la Martinique et + 2,9 % à la Réunion. La hausse des prix des produits frais et des services est plus importante en Guyane que dans le reste de la France ; cependant, les prix des produits pétroliers augmentent moins vite en Guyane.



Indice avec tabac.
Source : INSEE

Emploi

Après deux mois de baisse, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégorie A) s'inscrit à nouveau en hausse en avril 2011 (+ 0,5 % après CVS sur le mois). Le chômage des jeunes (demandeurs de catégorie A de moins de 25 ans) est en léger recul (- 0,4 % après CVS) pour le troisième mois consécutif. Le chômage de longue durée (supérieur à un an) enregistre également une légère baisse (- 0,2 % après CVS), pour la première fois depuis août 2010. Sur un an, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit (+ 10,4 % pour les DEFMA).

Consommation

Les indicateurs relatifs à la consommation semblent témoigner d'un certain regain de confiance chez les agents économiques en ce début d'année 2011. En cumul sur le 1^{er} trimestre, les importations de biens de consommation¹ augmentent de 6,3 % sur un an, grâce notamment à la progression des entrées de produits des industries textiles et manufacturés divers.

¹ Importations des « textiles, habillement, cuir et chaussures », « produits pharmaceutiques », « produits manufacturés divers », « produits de l'édition et de la communication ».

Les recettes d'octroi de mer (sur les biens destinés aux ménages comme aux entreprises) cumulées sur les 4 premiers mois de l'année affichent pour leur part une progression de 12,0 % sur un an, malgré un recul entre mars et avril 2011 (- 13,4 % après CVS).

Enfin, les ventes de véhicules neufs aux particuliers cumulées à avril 2011 progressent de 14,7 % sur un an, en dépit d'un repli de 13,8 % sur le mois (données brutes).

Commerce extérieur

Cumulées sur le 1^{er} trimestre 2011, les importations de biens enregistrent sur un an une hausse de 17,8 % en valeur. Si la majorité des postes croît (dont + 16,4 % en valeur pour les importations de produits des industries agroalimentaires), la plus grosse part de la progression se concentre sur les biens d'équipement, notamment quelques biens à forte valeur ajoutée dont certains liés au spatial.

En parallèle, les exportations de biens enregistrent un fort recul sur l'année (- 30,4 %). Cette variation s'explique par un « effet de base » après des chiffres au 1^{er} trimestre 2010 exceptionnellement élevés en raison de réexports de biens d'équipement liés au spatial.

BTP

En avril, les ventes de ciment restent dynamiques : + 18,6 % par rapport au mois de mars (variation après CVS), et + 17,2 % sur l'année. Les perspectives 2011 de la filière sont bonnes, grâce notamment à un volume important de commandes publiques (logements sociaux, reconstruction du quai n°2 de Dégrad des Cannes ou encore projet de station d'épuration sur Cayenne).

Conseil Interministériel de l'Outre-Mer

Le 18 mai 2011, était organisé à l'Assemblée Nationale un débat destiné à tirer le bilan du Conseil Interministériel de l'Outre-Mer (CIOM) de novembre 2009. Selon la majorité des députés ultramarins, sur les 639 mesures avancées lors du CIOM, seules 137 ont été retenues de manière définitive par le gouvernement. Il en ressort un taux d'exécution des mesures d'environ 20 % selon les géographies². Les députés ultramarins ont également profité de cette occasion pour proposer une nouvelle réunion du CIOM, afin de remobiliser le gouvernement autour de la problématique de l'Outre-mer. A noter que le think tank « Terra Nova » a récemment publié une étude à ce sujet.

Finances publiques

L'Agence française de développement (AFD) a signé avec Macouria une convention de prêt d'un montant de 3 M€. L'AFD souhaite ainsi accompagner la commune dans la réalisation de projets d'investissements structurants. Le prêt de l'AFD, qui permettra de financer 97 % du montant des investissements, sera notamment affecté à la réhabilitation ou l'amélioration d'équipements sportifs, la réhabilitation de la mairie, l'acquisition d'un terrain en vue de la création d'un village de loisirs, l'achat d'un bus scolaire ou encore des travaux de voirie.

L'AFD a également signé, le 30 mai, une convention de prêt avec la mairie de Saül, d'un montant 147 500 €, afin de permettre à la commune de développer ses infrastructures. Ce financement sera principalement affecté à l'amélioration de l'accès à l'eau potable pour la population, à l'élaboration du schéma directeur d'assainissement des eaux usées et pluviales, à la remise en service de la boulangerie communale ainsi qu'à l'aménagement des sentiers pédestres.

Entreprenariat

Le 29 avril 2011, la Région Guyane, l'Agence régionale de développement économique, l'Agence pour la création d'entreprises et la Caisse des dépôts et consignations ont officiellement présenté le programme « Entreprendre en Guyane ». Il s'agit d'un portail internet régional unique, gratuit, dédié à la création d'entreprises. Le site propose des informations sur la création, le développement, la reprise-transmission d'entreprises, les dispositifs régionaux pour les porteurs de projet, des outils techniques et une feuille de route destinés à accompagner l'entrepreneur dans sa démarche. Cette initiative vise à encadrer et stimuler la dynamique entrepreneuriale de la Guyane, qui compte aujourd'hui près de 11 000 entreprises (dont 40 % d'autoentrepreneurs). La création d'entreprises pourrait permettre de débloquer un marché du travail desservi par une croissance démographique importante.

Guyane base avancée

Une délégation guyanaise, composée d'élus et de professionnels, s'est rendue début mai 2011 dans le Pas-de-Calais dans le cadre du projet « Guyane base avancée ». Ce département s'est en effet lancé dans une démarche similaire de base arrière pour les équipes françaises, en vue des Jeux Olympiques de Londres en 2012. Au programme pour la délégation guyanaise : visites de sites, étude des aspects sportifs et techniques, mais aussi des éventuelles retombées économiques.

Secteur hôtelier

Le décret d'application relatif à l'aide à la rénovation des hôtels dans les DOM a été publié en mai 2011. Il permet la mise en application des mesures prévues dans la Loi pour le développement économique de l'outre-mer (Lodeom), votée en mai 2009. Cette loi prévoit le versement d'une aide aux professionnels souhaitant rénover leurs hôtels, jusqu'à 7 500 € par chambre, à condition que l'hôtel ait plus de 15 ans. La rénovation devra également présenter un intérêt économique et social pour le territoire ultramarin en question.

Secteur spatial

Le 20 mai 2011, lors de son 58^{ème} lancement, et après un report de 24 heures pour des vérifications supplémentaires, Ariane 5 a mis en orbite deux satellites de télécommunications : ST-2 pour l'opérateur joint venture entre Singapore Telecommunications Limited et Chunghwa Telecom Company Limited, GSAT-8 pour l'Indian Space Research Organisation. Ltd. Le prochain lancement est prévu début juillet 2011.

Pont sur l'Oyapock

Le 28 mai 2011, les ouvriers brésiliens ont effectué la jonction entre les deux tabliers du pont qui surplombe le fleuve Oyapock, reliant ainsi symboliquement la Guyane et le Brésil. Coté guyanais, le raccordement routier est terminé et les aménagements aux abords du pont sont en cours de réalisation. Coté brésilien, les travaux concernant la route bitumée permettant de relier la ville d'Oïapoque devraient débuter dès la finalisation du pont. L'inauguration reste programmée pour le mois de septembre.

² La Ministre en charge de l'Outre-mer, Mme Penchard, retient quant à elle un taux d'exécution de 85 % : la notion de mesure « exécutée » étant différente, et le nombre de mesures initiales variant selon les interlocuteurs.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent**	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – avril 2011 (Indice base 100 : année 1998)	123,1	0,0 %	+ 2,2 %
Emploi (Sources : DDTEFP et Pôle emploi)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin avril 2011 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin mars 2011	16 852 6 858	+ 0,5 % + 0,7 %	+ 10,4 % + 5,8 %
RSA (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin mars 2011 Prestations nettes versées en mars 2011	15 218 6,9 M€	+ 1,9 % (1) - 10,7 % (1)	n.d (1) n.d (1)
Octroi de mer (Source : Douanes)	Recettes d'octroi de mer - avril 2011 Rappel : cumul 2011 des recettes	8,9 M€ 39,0 M€	- 13,4 %	+ 15,9 % + 12,0 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)*	Exportations – mars 2011 Cumul 2011 Importations – mars 2011 Cumul 2011 Taux de couverture en cumul - à fin mars 2011	12,3 M€ 35,5 M€ 120,1 M€ 313,3 M€ 11,3 %	- 30,1 % - 1,9 %	- 55,7 % - 30,4 % + 13,8 % + 17,8 % - 7,9 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Spatial (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin mai 2011 Rappel cumul à fin mai 2010	2 tirs Ariane 5 (1 ATV et 4 satellites lancés) 1 tir Ariane 5 (2 satellites lancés)
Riz (Sources : DAF Guyane et Douanes)*	Production de riz (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche 2010) Exportations de riz (cumul à mars 2011)	9 481 tonnes (+ 4,9 % sur un an) 2 054 tonnes (+ 25,8 %) pour 0,7 M€ (+ 22,6 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – avril 2011 Cumul 2011	6 667 tonnes (+ 17,2 % sur un an) 28 006 tonnes (+ 26,5 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douanes)*	Prises de crevettes (cumul à fin décembre 2010) Exportations de crevettes (cumul à mars 2011)	943,1 tonnes (- 28,9 % sur un an) 176,6 tonnes (- 17,0 % sur un an) pour 1,1 M€ (- 19,1 %)
Or (Source : Douanes)*	Exportations d'or (mars 2011)	2,5 M€ (- 22,5 % sur un an) Pour 0,1 tonne (- 41,9 %)
Bois (Source : ONF)*	Grumes sorties de forêt (cumul à fin décembre 2010)	70 619 m ³ (- 16,2 % sur un an)

* données provisoires

**variations mensuelles des données corrigées des variations saisonnières (CVS)

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

PRINCIPAUX TAUX D'INTERÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,25%	13/04/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,00%	13/04/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,50%	13/04/2011

Taux d'intérêt légal

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/11)

ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,00%	2,00%	2,50%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

TIBEUR (Mai 2011)

Février	Mars	Avril	Mai	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,6780%	0,6483%	1,0016%	1,0230%	1,2430%	1,4240%	1,7060%	2,1470%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

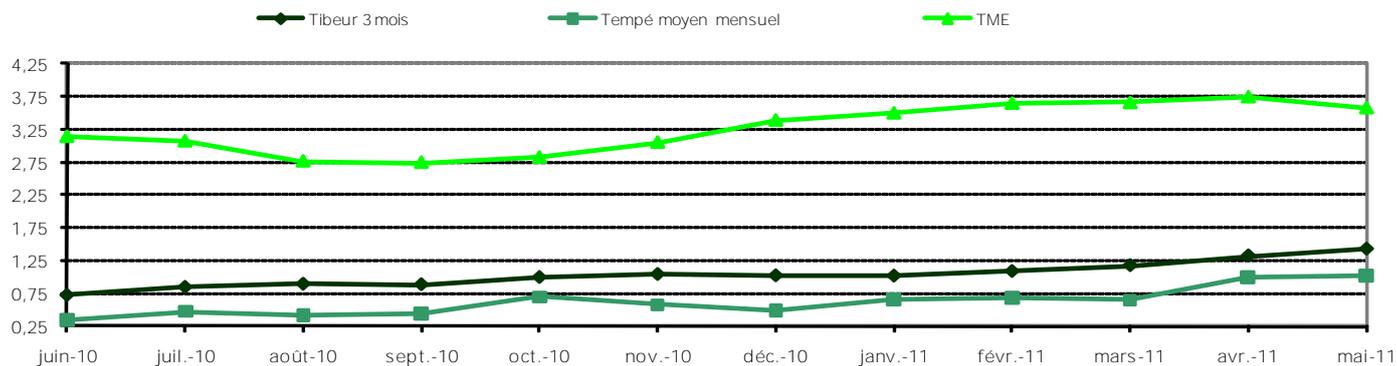
Février	Mars	Avril	Mai	Février	Mars	Avril	Mai
3,65%	3,66%	3,75%	3,58%	3,85%	3,86%	3,95%	3,78%

Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,12%
Prêts à taux fixe	5,61%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,01%
Prêts à taux variable	5,01%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,77%
Prêts relais	5,99%	Découverts en compte (1)	13,77%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,65%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,47%		
Découverts en compte, crédits renouvelables et financements d'achats ou de ventes à tempérament	19,53%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts	8,03%	Découverts en compte	8,03%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

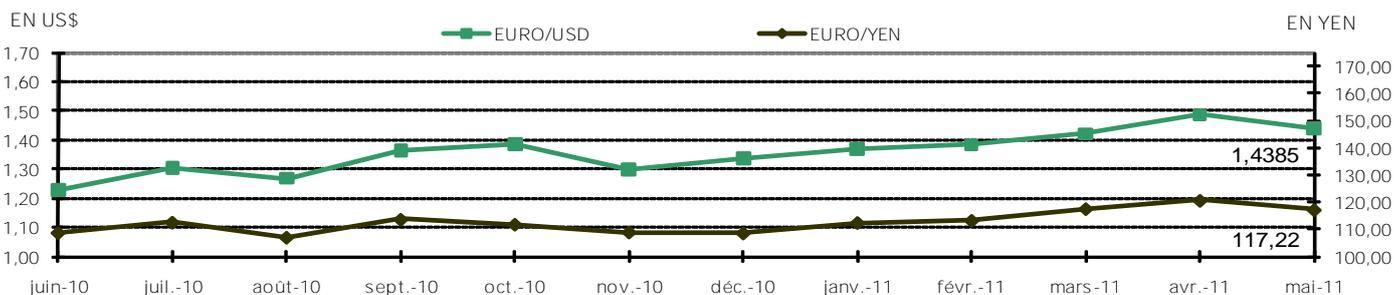
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4385	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,8710	EURO/SRD (Surinam)	4,75070
EURO/JPY (Japon)	117,2200	EURO/BWP (Botswana)	9,43400	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,57690
EURO/CAD (Canada)	1,3985	EURO/SCR (Seychelles)	17,6275	EURO/DOP (Rép. Dom.)	54,5256
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,87200	EURO/MUR (Maurice)	40,3094	EURO/BBD (La Barbade)	2,87920
EURO/SGD (Singapour)	1,7754	EURO/BRL (Brésil)	2,2758	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,21000
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,1876	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,18270	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2838,9310	EURO/XCD (Dominique)	3,8870	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK
	15,6466 EEK			